

# Le Covid-19 met à terre l'économie améri

Les 22 millions d'emplois créés depuis 2009 ont disparu en un mois. Industrie, commerce... Tous les secteurs

PIERRE-YVES DUGUA [@Pdugua](#)  
WASHINGTON

**ÉTATS-UNIS** Dix ans de création d'emploi effacés en un mois ! Le confinement a plongé l'économie américaine dans la crise la plus grave depuis la dépression des années 1930. À la mi-mars, les États-Unis sont tombés dans un précipice. « Les économistes ont longtemps imaginé à quoi ressemblerait la Grande Dépression. Aujourd'hui, il n'est plus nécessaire de l'imaginer », résume Chris Rupkey, économiste à New York de la banque Mitsubishi UFG. En moins d'un mois, l'effondrement des ventes de détail est presque équivalent à la chute constatée sur une période de seize mois en 2008-2009, lors de la « grande récession » déclenchée par la crise du surendettement immobilier.

La seule « bonne nouvelle » dans le torrent de catastrophes qui a déjà tué 26 000 Américains contaminés par le Covid-19 : la crise n'est pas née d'un déséquilibre économique ou financier. Elle résulte de l'arrêt délibéré de la production, de l'investissement, du commerce et de la consommation pour des raisons sanitaires.

Du quasi-plein-emploi en février, l'Amérique est passée à un chômage de masse qui devrait atteindre 20 % en avril. En moins d'un mois, 22 millions d'emplois

ont disparu. La croissance, de l'ordre de 2 % en rythme annuel en janvier-février, s'est transformée en forte contraction en mars. On anticipe une réduction du PIB de 40 % en rythme annuel au second trimestre, ce qui reviendrait à quelque 10 % si l'on retient la méthode européenne de mesure de la croissance.

Derrière ces chiffres effrayants, une réalité encore plus choquante. De nombreux secteurs, encore florissants début mars, se sont littéralement arrêtés. Le parc à thème

Disney World, en Floride, vient ainsi de mettre à pied 43 000 personnes. Tous les autres parcs à thème, comme ceux de Universal, ont aussi fermé leurs grilles. L'espoir est que ces employés seront progressivement réembauchés dans quelques semaines.

Des millions d'Américains et d'immigrants normalement employés dans les hôtels, motels et restaurants, de Hawaï à Boston, sont sans emploi. La plupart compte sur des indemnités chômage, tout juste revalorisées par le

Congrès, pour tenir jusqu'à ce que leur employeur les rappelle.

Dans l'industrie, l'hécatombe est presque aussi grave. La production manufacturière en mars a chuté de 6,3 %. Du jamais vu depuis 1946. Boeing, par exemple, a fermé jusqu'à nouvel ordre ses usines de la région de Seattle. Le pôle aviation de General Electric a réduit ses effectifs de 10 % en réaction à une chute de 95 % du trafic aérien aux États-Unis et un évanouissement de la demande de nouveaux avions. Toutes les usines automobiles améri-

Du quasi-plein-emploi en février, l'Amérique est passée à un chômage de masse en avril

ricaines ont fermé les unes après les autres à partir du 18 mars. Or la filière de fabrication automobile représente à elle seule 1,3 million de personnes. Les achats de véhicules neufs ont reculé en mars de 35 %. Avril sera bien pire. La consommation d'essence a chuté de 44 % pour retrouver son niveau de 1968. Des dizaines d'exploitants indépendants de pétrole de schiste se préparent à la faillite, victimes d'une correction du prix du « light sweet crude » de 37 % en un mois, alors que le nombre de puits en exploitation a dégringolé dans le même temps de 26 %. L'économie du Texas en est sinistrée.

La distribution est frappée de plein fouet. Les ventes de détail ont dégringolé de près de 9 % en mars. Le bond des ventes de pro-

## Trump prie pour une reprise rapide de l'activité

Les économistes veulent croire à un rebond dans quelques semaines, grâce au soutien massif de quelque 2 300 milliards de dollars décidé par le Congrès et mis en œuvre par le Trésor et la Réserve fédérale. JP Morgan prévoit 23 % de croissance au troisième trimestre en rythme annuel, plus 13 % au quatrième si les conditions sanitaires de l'activité sont réunies. Ce que les gouverneurs des États américains, premiers décideurs en la matière avant le président Trump, ne peuvent encore garantir. Ils travaillent bien à la définition de ces conditions,

mais dans un contexte de campagne électorale qui n'est jamais oublié. Donald Trump voudrait être le premier à donner un « feu vert » à la réouverture de l'activité. Il devait présenter jeudi soir les lignes directrices à suivre. In fine, beaucoup de ces mesures ne pourront être prises qu'au niveau des villes, des commerces et entreprises. Le président rêve d'un redémarrage progressif en mai. Il multiplie les réunions avec les chefs d'entreprises à ce sujet. Or, tous soulignent l'insuffisance pour l'instant du nombre de tests fiables pour séparer les personnes

immunisées des autres plus vulnérables. « La réouverture de l'économie et le retour à une vie moderne américaine sera une décision de santé publique. Point. La notion selon laquelle il y a une salle de contrôle dans l'ailé ouest de la Maison-Blanche et que ce groupe se réunira autour du président pour dire "Allez-y, appuyez sur le bouton Monsieur, on va repartir" ... Ce n'est pas comme ça que l'économie américaine fonctionne », résume Douglas Holtz-Eakin, conseiller économique de l'ex-président George W. Bush.

### COMMERCE

La distribution subit de plein fouet les effets du confinement et l'envolée du chômage. Les zones commerciales sont désertées.



## Le risque d'une crise des « subprimes » à grande échelle

Si l'arrêt de l'économie se prolonge, le système financier américain, relativement sain jusqu'à présent et bien mieux capitalisé qu'en 2008, va subir un choc insurmontable. La disparition des revenus de millions de foyers et entreprises qui se sont endettés, déclenche déjà une cascade de retards de paiements. Elle pourrait dans quelques mois se transformer en tsunami de défauts de paiement et de faillites.

La loi de sauvetage de l'économie adoptée fin mars oblige la majorité des institutions detentrices d'hypothèques à tolérer 90 jours de retard avant de déclarer un prêt en défaut. Les saisies de propriétés et les évictions sont suspendues pour au moins 60 jours. Des retards d'échéances de 12 mois sont même possibles. Mais dans tous les cas il faudra rallonger la durée du prêt. De tels aménagements sont certes possibles pendant quelques mois.

veau fédéral, mais au niveau des États. Leur rôle est de collecter les paiements des emprunteurs et de les redistribuer soit aux banques qui détiennent les hypothèques, soit aux investisseurs qui ont acheté des obligations gagées sur ces créances.

Malheureusement lorsque les foyers cessent de payer à temps, ces « servicers » sont exposés car ils doivent continuer de payer les banques et détenteurs d'obligations. Les simulations montrent que si un quart des emprunteurs demandait six mois de grâce, les « servicers » seraient obligés de trouver 75 à 100 milliards de dollars de liquidités. Or, ils sont loin de les avoir. Et pour l'instant, le Congrès n'a pas prévu de les aider. ■

P.-Y. D.



### LOISIRS

La fermeture des parcs d'attraction, dont Disney World, met à pied plusieurs dizaines de milliers de personnes.



## Joseph Stiglitz : « Les Américains vont subir des pertes de revenus

### Maillon faible

La semaine dernière les demandes de reports d'échéances ont bondi de plus de 1 200 % par rapport à la norme. Si elles se généralisent et se prolongent, les établissements de crédit et leurs intermédiaires sur le marché des hypothèques seront gravement ébranlés. À la différence de la crise de 2008, beaucoup d'emprunteurs en difficulté sont très solvables. Ils n'ont rien à voir avec la situation des emprunteurs « subprimes », ces foyers surendettés aux revenus fragiles qui ont été décimés par le krach financier. Mais maintenant que le chômage s'envole, beaucoup de ménages américains se trouvent de facto « subprimes ».

Le maillon le plus fragile aujourd'hui dans la chaîne du crédit immobilier américain, qui est dominé par les hypothèques, est celui des « servicers ». Ces intermédiaires, comme Quicken Loans ou Freedom Mortgage, gèrent un tiers des 11 200 milliards de dollars d'emprunts hypothécaires du pays. Ce ne sont pas des banques. Ils ne sont pas régulés au ni-

Ce qui distingue cette crise est qu'on ne peut pas séparer la santé de l'économie

JOSEPH STIGLITZ, PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE 2001



PROPOS RECUEILLIS PAR FABRICÉ NODE-LANGLAIS [@Frodelaanglais](#)

Confiné depuis un mois à New York, Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie 2001, donne ses cours pour l'université de Columbia par vidéo-conférence. Il se dit frappé par le silence qui l'environne, seulement entrecoupé d'incessantes sirènes d'ambulances. Il partage avec *Le Figaro* sa vision de la crise aux États-Unis.

LE FIGARO. - Le monde a déjà connu des crises graves, qu'est-ce qui distingue cette pandémie des précédentes ?

Joseph STIGLITZ. - Le monde a subi dans le passé des pandémies. La dernière, celle de la grippe espagnole, a frappé un monde très différent de celui d'aujourd'hui. L'économie mondiale est infiniment plus com-

plexe, plus intégrée qu'il y a un siècle. La spécificité de cette crise, c'est que nous assistons à un véritable effondrement de l'offre comme de la demande. Les gouvernements ont à l'image des États-Unis avec ses 2 000 milliards de dollars mobilisés, à une échelle qui va au-delà de tout ce qu'on a connu, à part en période de guerre.

Certains dirigeants disent que nous sommes en guerre. Le terme est-il selon vous justifié ?

Oui, c'est une guerre dans le sens où elle requiert une mobilisation de toutes nos ressources, nationales et internationales pour fournir une riposte mondiale. Les gouvernements ont en effet employé une rhétorique guerrière mais n'agissent pas toujours en conséquence. Donald Trump parle tel un commandant en chef, mais si nous sommes en guerre, nous ne devons pas envoyer nos soldats au front sans équipement. Aux États-Unis, on s'imagine avoir la plus grande capacité productive du monde, y compris pour fabriquer des tests ou des respirateurs ; ne pas l'utiliser à plein

pour se protéger est très dérangeant. Trump a refusé de réquisitionner le secteur privé et a encouragé la concurrence entre États pour les ressources indispensables dans la lutte contre l'épidémie.

Comment jugez-vous la réponse de l'Administration Trump au volet économique de cette crise ?

Ce qui distingue cette crise est qu'on ne peut pas séparer la santé de l'économie. S'agissant de la gestion sanitaire, qui détermine combien il y a de morts à la fin, l'Administration Trump est un désastre. Elle avait démantelé le bureau de la Maison-Blanche chargé des épidémies, elle a réduit les crédits des CDC (les centres de contrôle des maladies d'Atlanta, NDLR) ainsi que ceux d'une agence spécialisée dans la virologie. Trump avait demandé une réduction de 30 % des fonds pour la recherche même s'il ne les a pas obtenus du Congrès. Il a aussi laissé se réduire les stocks de sécurité. Jusqu'à présent, le gouvernement américain disait qu'il n'y avait pas d'argent pour la santé. Et soudain, il mobilise 2 000 milliards de dollars

face à cette crise. Quand on veut, on trouve la ressource.

Des républicains s'opposent à une mesure pour aider les hôpitaux. C'est incroyable comme ils semblent plus concentrés à sauver des entreprises plutôt que des vies ! Autre exemple : Trump a commencé à parler de baisses d'impôts sur les sociétés ou sur les revenus. Cela n'aurait servi à rien. Le problème est la faible capacité à transmettre l'aide aux plus vulnérables. J'ai l'impression que la France ou le Danemark ont mieux réussi à soutenir les salariés.

Aux États-Unis, les dépenses de santé pèsent 18 % du PIB, de loin le record des pays de l'OCDE.

Pour quels résultats ? Nous avons un système de santé privé très inefficace. Sur ces 18 % du PIB dépensés, une grosse part va aux laboratoires pharmaceutiques et aux assureurs, pas au système de santé lui-même. Des millions d'Américains ne bénéficient pas d'une aide comme la sécurité sociale universelle en France. Nous avons un niveau considérable d'inégalités

# caine

sont sinistrés.

duits alimentaires et d'hygiène, notamment en raison d'une ruée étrange sur le papier hygiénique, ne compense nullement la chute de tout le reste.

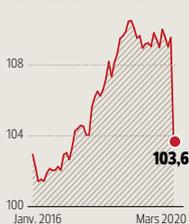
## Sursaut de l'e-commerce

Les grandes chaînes de distribution, comme Macy's, Kohl's, Gap, Best Buy, ont temporairement mis à pied des centaines de milliers de personnes. Leurs bureaux commerciaux et galeries marchandes des banlieues des États-Unis sont désertés, voire interdits au public. À l'inverse, Amazon et Walmart tentent de recruter en urgence plus d'un demi-million de personnes pour faire face à un sursaut de leurs ventes, notamment en ligne. ■

**22 millions**  
Nombre d'emplois qui ont disparu en un mois

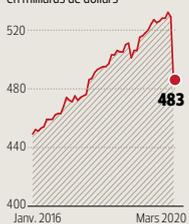
## La production industrielle en chute libre

Évolution de l'indice de production industrielle Base 100 : 2012



## Effondrement des ventes de détail

Évolution des ventes de détail en milliards de dollars



Source: Federal Reserve Bank of St. Louis

**INDUSTRIE**  
La filière automobile, secteur clé de l'économie qui représente 1,3 million d'emplois, est à l'arrêt. Toutes les usines sont fermées.



# ÉCONOMIE

## Avec le coronavirus, la formation à distance est en plein essor

Les acteurs de la formation enregistrent de plus en plus d'inscriptions à des formations en ligne depuis le début du confinement.

WILLIAM PLUMMER  
@plummerwilliam

**EMPLOI** Face à la crise du coronavirus, le secteur de la formation est contraint de se réinventer. Depuis le 16 mars et l'instauration du confinement, les organismes de formation ne sont plus en mesure d'accueillir du public. Plus d'autre choix que de proposer des parcours d'apprentissage à distance. Ce que, dans les faits, de nombreux acteurs font et proposent déjà depuis plusieurs années. Mais cette période pousse les entreprises et les Français à s'y intéresser de plus en plus et à changer leur mentalité.

«Habituellement la formation à distance représente environ 10 % des demandes, on a depuis largement doublé, voire triplé ces volumes», dévoile Pierre Courbebaïse, président de la Fédération de la formation professionnelle (FFP). Le constat est le même pour de nombreux organismes. «Depuis l'instauration du confinement, les demandes explosent. Si la première semaine, nous recevions plus de 1000 demandes d'inscription par jour, aujourd'hui ce sont plus de 2000 demandes par jour pour nos formations certifiantes à domicile de 2 ou 4 semaines. Cela représente une augmentation de 1000 %. C'est pourquoi, pour répondre à la demande, nous avons dû recruter 7 conseillers pédagogiques et sûrement d'autres à venir», explique Thibault Viguier, cofondateur de L'École française, un institut de formation.

Ce fort engouement s'explique notamment par la mise en chômage partiel de quelque 9 millions de salariés à travers le pays. Durant cette période d'inactivité, le gouvernement incite les Français et les entreprises à recourir à des formations en ligne certifiantes ou qualifiantes afin de développer des compétences, voire à en gagner de nouvelles afin de faciliter la reprise. En ce sens, l'exécutif prend désormais à sa charge, via le dispositif du FNE-Formation, le coût total des formations des salariés placés en chômage partiel pendant l'épidémie. Et pour accentuer la dynamique autour de la formation à distance, le ministère du Travail et plusieurs organismes mettent à disposition des contenus gratuits. C'est notamment le cas d'Openclassrooms, Nathan, le CNED et d'autres.

«On manque encore de contenus mais on est en pleine période de bascule. Du moment où il y a de la de-



mande de la part du public, tout va aller très vite et les acteurs de la formation sont prêts à accélérer la transition. On invente une autre manière de faire de la formation qui est de la faire chez soi», explique Pierre Courbebaïse.

## Des outils renforcés

Mais cette transition ne doit pas mettre au rebut la formation classique pour autant. Plusieurs observateurs s'accordent sur le fait que de nombreux publics restent éloignés du distanciel et n'ont pas le matériel nécessaire - comme un ordinateur ou une connexion Internet - pour suivre des programmes en ligne.

«La formation à distance n'est pas la réponse à tout, car tout ne peut pas se faire en ligne. C'est l'un des enjeux que la crise est en train de révéler et sur lequel on va travailler»,

confie le ministère du Travail. «L'objectif, à terme, est de faire en sorte que la formation à distance soit davantage adaptée à des formations techniques ou à des publics plus éloignés. Il faut réussir à avoir des contenus moins académiques et peut-être plus ludique et accrocheur», ajoute-t-on rue de Grenelle.

Mais cette évolution pédagogique s'opère déjà. «On voit des acteurs proposer des formations plus manuelles et artisanales car les solutions techniques ont été renforcées et ont évolué ces dernières années. Grâce aux nouveaux moyens audiovisuels qui existent, aux outils de visioconférence et à des plateformes d'apprentissage qui permettent de faire de la simulation, on élargit l'assiette des compétences qu'on peut développer en ligne», constate Yannick Petit, CEO de l'organisme de formation Unow. ■

**Le gouvernement incite les Français et les entreprises à recourir à des formations en ligne certifiantes ou qualifiantes afin de faciliter la reprise.**  
RONAN HOUSSEV  
HANS LUCAS VIA AFP

## Chute de 25% des créations d'entreprises en mars

Ce n'est évidemment pas une surprise: les créations d'entreprises en France se sont effondrées de 25,5% au mois de mars sous l'effet du brutal coup de frein à l'activité économique, selon les chiffres publiés ce jeudi par l'Insee.

«Dans le contexte de la propagation du virus du Covid-19, puis du confinement de la population», les créations d'entreprises classiques s'effondrent

(-30% après le petit rebond de 0,8% en février) et les immatriculations de micro-entrepreneurs diminuent fortement (-19,6% après -7,5%), précise l'institut de statistiques. Et encore, pour des raisons techniques, il n'est pas impossible que ces chiffres soient minimisés, prévient l'Insee.

«La chute la plus lourde concerne l'hébergement et la restauration», avec une baisse de 36,8%

des immatriculations, suivie par l'industrie avec 34%, les services aux ménages (33,2%) et la construction (32,7%). La baisse «la plus modérée, même si elle est nette, est dans l'information et la communication» avec 8,4% de créations en moins, rapporte encore l'institut. Au total, le nombre d'immatriculations est passé de 69 515 en février à 51 823 le mois dernier.

M.V.T

## dévastatrices >>

en termes de santé et d'espérance de vie. Rappelons-le, celle-ci est en baisse aux États-Unis ! Le coronavirus s'attaque aux plus pauvres et aux Afro-Américains dans des proportions plus grandes que le reste de la population.

**Revenons à la crise économique.** Croyez-vous en une reprise rapide ? La reprise ne va pas suivre une courbe en «V» mais plutôt une courbe en «U». Au début on pensait partir pour deux ou trois semaines de confinement. Cela va être plus long. En outre, comme il n'y a pas de confinement national, après New York, des zones rurales pourraient à leur tour être touchées.

Les chiffres de chômage sont sans doute bien plus élevés que les statistiques des inscriptions (près de 17 millions en trois semaines). Je crois que les ménages américains vont subir des pertes dévastatrices de revenus même si le gouvernement essaie de distribuer de l'argent. Le choc sur les entreprises va se transmettre sur la demande. Il y a tant d'incertitudes autour de l'épidémie que les ménages vont sans

doute adopter des comportements prudents, essayer d'épargner davantage. Ils vont moins dépenser (dans un pays où la consommation contribue à près de 70 % du PIB), il va y avoir une baisse, sans doute durable, de la demande.

En procédant à des dépenses massives, tous les pays vont gonfler leur dette. Faut-il s'en inquiéter ? Cela ne m'inquiète pas pour l'instant. Les taux sont bas, on pourra rembourser. Suspendre les limites d'endettement comme l'a fait l'Allemagne par exemple était la bonne décision. Les annonces américaines vont ajouter 10 % à la dette. Les États-Unis vont avoir un déficit public de 15 à 20 % du PIB. Cependant, vient d'ailleurs un moment, quand on sera vraiment sorti de la pandémie - dans un an ? Deux ans ? - où les gens voudront peut-être dépenser tout cet argent. Cela pourrait déclencher des pressions inflationnistes. Il faudrait profiter de cet afflux monétaire pour s'attaquer aux grands enjeux, les inégalités, en taxant les riches, et l'environnement, notamment en taxant le carbone. ■

## Le confinement relance le débat sur le traitement fiscal des cours en ligne

MANON MALHÈRE @ManonMalhere

La fermeture des écoles décidée dans le cadre du confinement pour freiner la prolifération du coronavirus remet sur la table un sujet sensible dans le monde de la formation. De plus en plus sollicités par les parents pour leurs enfants, les cours dispensés par des organismes de formation en ligne ne bénéficient pas de l'avantage fiscal accordé au soutien scolaire à domicile. Du coup, «les cours en ligne coûtent deux fois plus cher que les cours à domicile. Or, les deux ont lieu à domicile et par le même formateur. C'est le même service», s'insurge Sandrine Dirani, fondatrice de Zeneduc, une plate-forme en ligne de soutien scolaire.

En cause, la loi Borloo de 2005 qui vise à doper les services à la personne. Avec cette législation, les bénéficiaires de services à domicile, tels que les cours particuliers, ont droit à une réduction

d'impôt correspondant à 50 % des sommes versées dans la limite de 12000 euros par an.

Certes, le gouvernement a décidé d'aménager les règles «à titre exceptionnel et temporaire», le temps de la crise sanitaire, dans le cadre du premier plan de soutien à l'économie face à la crise du coronavirus adopté le 22 mars au Parlement. Mais il ne s'agit pas d'ouvrir un nouveau droit au crédit d'impôt. L'exécutif prévoit de maintenir cet avantage fiscal dans un cas bien précis : lorsque les prestations de soutien scolaire étaient effectuées à domicile avant le confinement et sont désormais réalisées à distance et de façon individuelle, explique-t-on à Bercy.

## Éducation numérique

Autrement dit, les organismes de formation en ligne qui n'offrent que des cours en visioconférence ne bénéficient pas de cette mesure d'urgence. «Avec le confinement, les demandes de cours pour des enfants ont été multipliées par trois,

en particulier pour une remise à niveau. Et ce soutien sera davantage réservé aux élèves de parents aisés, avertit Sandrine Dirani. En outre, cette différence de traitement fiscal n'encourage pas l'éducation numérique.» Et ce, à l'heure où le gouvernement veut développer la formation en ligne.

Natanael Wright, président de Wall Street English, plaide lui aussi pour une homogénéisation des règles. «Qu'est-ce qui justifie qu'un cours particulier à domicile soit exonéré à 50 % d'impôt et non pas les autres cours ?», s'interroge le président du centre de formation d'anglais.

Plus largement, le sujet pose la question de l'inclusion de l'activité de soutien scolaire dans la liste des services à domicile. «C'est de l'enseignement donc ce n'est pas lié au domicile comme, par exemple, le ménage ou le jardinage. Cet avantage fiscal ne doit pas être lié au fait que ce soit à domicile ou non. Ce n'est pas cohérent», estime Natanael Wright. ■

**Les cours en ligne coûtent deux fois plus cher que les cours à domicile**

SANDRINE DIRANI, FONDATRICE DE ZENEDUC